

qui doivent payer des taxes pour amortir les intérêts sur les millions et les 28 milliards de dettes que le gouvernement doit acquitter, «gréé» d'un si fameux ministre des Finances. Et tous les ministres des Finances, non pas seulement celui-là, ont tous été comme cela. Aucun d'eux n'a équilibré le budget depuis des années et des années. On n'a jamais trouvé d'autres solutions, d'autres moyens que d'accuser des «paquets» de déficits, endetter, appauvrir le peuple, diminuer davantage le pouvoir d'achat des citoyens.

En voulez-vous d'autres bêtises imputables à nos ministres des Finances du Canada? Une seule chose est à retenir de cette situation anormale de nos finances. Nous avons perdu la direction et nous ne voulons pas la retrouver, car nous ne l'avons pas encore sur nos épaules. Nous l'avons encore dans la tête, la direction du pays, la direction du Canada. Il est encore temps de la redresser. Il est encore possible de la reprendre et de repartir sur la bonne piste. Tâchons de viser droit au but et pas toujours à côté.

Alors, monsieur l'Orateur, il ne sert à rien de parler davantage ici à la Chambre. Je demande tout simplement au ministre des Finances de m'accorder une entrevue particulière. Je le rencontrerai avec plaisir, je lui donnerai des explications dans l'intimité. Cela lui sera profitable et il sera satisfait ainsi que les citoyens du Canada.

En attendant son invitation, devant les nombreux malaises reflétés par les grèves, par l'inflation, par les déficits de nos grandes administrations publiques, par la hausse du taux de l'intérêt, la hausse des salaires des travailleurs et la hausse des taxes des gouvernements, facteurs de la hausse des prix et du coût de la vie, même pour ceux qui n'ont pas de revenu, pas de travail, pas de capital, je vous recommanderai de relire mon discours du 9 septembre 1966, que j'ai prononcé à l'époque de la grève des employés des chemins de fer Nationaux, grève qui a nécessité la tenue d'une session spéciale de notre Parlement, l'an dernier. Lisez aussi mon discours du 15 février 1967, en cette Chambre des communes, sur le problème de l'inflation du capital et la déflation du pouvoir d'achat de plus de 50 p. 100 de notre population laborieuse. Revoyez aussi le mémoire que j'ai présenté au comité des banques le 25 octobre 1966, lequel n'a été livré officiellement que le 16 mars 1967, dans le 53<sup>e</sup> et dernier fascicule des rapports du comité des finances, commerce merce et questions économiques.

Ces trois documents publics et officiels constituent à eux seuls une vue d'ensemble de notre situation économique, des principaux

malaises, du grand déséquilibre entre les différents éléments de notre économie nationale et indiquent en même temps la façon de redresser rapidement et efficacement sans troubler les structures fondamentales de nos institutions financières, économiques ou politiques.

Si l'on doit admettre que la façon conventionnelle et orthodoxe de gérer nos affaires publiques ont conduit le Canada à une situation désastreuse, comme l'a déclaré le ministre des Finances, c'est bien le signe qu'il faut repenser notre économie canadienne.

Au lieu de toujours favoriser les détenteurs de nos forces capitalistes ou les travailleurs de nos puissances syndicalistes, il faudra, un jour ou l'autre, et le plus tôt sera le mieux, considérer enfin notre économie non plus en raison du capital et du travail, mais aussi en fonction des besoins des nombreux citoyens sans revenu, sans travail et sans le sou.

Au Canada, le ministre et aussi les honorables députés savent qu'il y a un tiers de la population qui vit aux dépens des autres, des gens capables de travailler mais qui vivent grâce au bien-être social. On vole les uns pour donner aux autres.

C'est rendu à un tel point que ceux qui travaillent voient leur salaire et leur paie assez coupés par toutes sortes de contributions, qu'ils sont rendus à ne rien gagner de plus que les indigents.

• (5.30 p.m.)

Alors, tous les Canadiens sont découragés, et c'est la raison pour laquelle nous avons tant de mécontentement au Canada. On sait que l'augmentation des salaires et du coût de la vie ne solutionne pas le problème. On sait aussi que les syndicalistes se préoccupent de leur propre sort en réclamant des augmentations de salaires de toutes sortes et qu'ils augmentent le coût de la vie en conséquence. Et jamais on règle le problème. Plus ça va, plus c'est difficile pour les autres qui ne sont pas membres des syndicats, pour les autres qui n'ont pas de travail. On sait qu'il y a au Canada sept millions de personnes qui travaillent; de ce nombre, il y en a, je crois, tout près de 2,400,000 qui ne gagnent pas assez pour payer l'impôt sur le revenu.

Alors, monsieur l'Orateur, la situation est plus qu'alarmante. Ceux qui payent l'impôt sur le revenu constituent la minorité, et ce sont ceux qui travaillent, bref, ce sont toujours les gagne-petit qui payent pour enrichir le gros.

Or, chaque fois qu'on permet une augmentation des taux d'intérêt, on favorise toujours davantage le gros, au détriment du petit. C'est là l'administration que nous avons, c'est là l'administration que nous avons toujours